



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 31/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



ALICE SARL

Route du Moulin Trochard
77120 MOUROUX

Références : E/22-0220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2022 dans l'établissement ALICE SARL implanté Route du Moulin Trochard, 77120 MOUROUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALICE SARL
- Route du Moulin Trochard 77120 MOUROUX
- Code AIOT dans GUN : 0006510390
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non

La SARL Alice est une blanchisserie industrielle, spécialisée dans la location/entretien de linge. Elle fait partie du groupe SDEZ.

Elle bénéficie d'un récépissé de déclaration n°15286 en date du 9 octobre 2003. Sa capacité de lavage est actuellement de 4,6 tonnes de linge par jour.

L'objet du contrôle est de vérifier la situation administrative et le suivi des installations.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques (conditions de rejets de la chaufferie)
- Risques accidentels (incendie, pollution des milieux, installations de combustion)
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Comportement au feu des locaux - Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.11	/	Lettre de suite préfectorale
Exploitation – Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 3.2	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Exploitation - Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale
Risques – Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 4.2	/	Lettre de suite préfectorale
Eau - Prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 5.3	/	Lettre de suite préfectorale
Eau - Mesure des volumes rejetés	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 5.6	/	Lettre de suite préfectorale
Eau – Autorisation de déversement	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 5.7	/	Lettre de suite préfectorale
Bruit	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8.4	/	Lettre de suite préfectorale
Bénéfice des droits acquis	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1	/	Lettre de suite préfectorale
Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I - Point 1.1.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions générales - Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.2	/	
Comportement au feu des locaux - Désenfumage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.4.4	/	
Comportement au feu des locaux - Accessibilité	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.5	/	
Comportement au feu des locaux - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.7	/	
Exploitation - Surveillance	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 3.1	/	
Exploitation - Consignes	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 3.6	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer que la périodicité de tous les contrôles (Bruit) est respectée, les accès aux installations (état de la clôture périphérique, porte d'entrée sécurisée, local de produits chimiques) sont contrôlées, les dispositions en cas d'incendie (isolement du réseau de collecte et report d'alarme nocturne) sont prévues. Enfin, l'exploitant doit s'assurer de la mise à jour de sa situation administrative.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).
Constats : Lors de l'inspection, les abords de l'établissement étaient entretenus, cette prescription était respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les locaux visés au point 2.4.2 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Lors de l'inspection, cette disposition était respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.
Constats : Le bâtiment est accessible par les pompiers sur au moins deux côtés du bâtiment et des ouvrants sont disponibles.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par SOCOTEC, le 18/06/21. Quelques non-conformités ont été observées et les travaux adhoc sont en cours.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'existence de dispositifs d'obturation des réseaux d'eaux pluviales. En outre, aucune consigne ne semble exister pour définir les modalités de leur mise en oeuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : L'exploitation du site se fait sous la surveillance du responsable du site, ou en son absence, du responsable Maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none">- le site est facilement accessible depuis l'entrée du bâtiment (porte non sécurisée),- la clôture est détériorée à l'arrière du bâtiment, en bordure d'un champ,- le local produits chimiques est maintenu ouvert en permanence en période d'exploitation. Des intrusions et des actes de malveillance pourraient facilement être commis sur le site. L'exploitant doit donc améliorer la sécurité de son site. L'exploitant doit, sous 3 mois : <ul style="list-style-type: none">- mettre en place un dispositif (sonnette avec visio reportée au niveau du secrétariat, par exemple), permettant d'empêcher le libre accès des locaux aux personnes étrangères,- réparer la clôture détériorée à l'arrière du site, à proximité du local produits chimiques,- revoir les modalités d'accès du local produits chimiques pendant la période d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant effectue un inventaire mensuel des produits chimiques dangereux (acide acétique, javel, produits lessiviels) présents sur le site. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter cet inventaire lors de l'inspection. L'exploitant doit, sous 3 mois, <ul style="list-style-type: none">- transmettre les deux derniers inventaires des produits dangereux stockés sur le site,- proposer des mesures permettant aux services d'incendie et de secours, et à l'inspection des installations classées, de disposer rapidement et en toutes circonstances des informations relatives aux produits chimiques utilisés (nature, quantité, dangers associés à ces substances, fiches de données de sécurité).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;- le maintien dans le local de fabrication ou d'emploi de matières dangereuses ou combustibles des seules quantités nécessaires au fonctionnement de l'installation ;- les conditions de conservation et de stockage des produits ;- la fréquence des contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de la vérification des dispositifs de rétention.
Constats : Lors de l'inspection, cette prescription, contrôlée par sondage, était respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que, d'autre part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes dans les locaux ;- d'un moyen direct ou indirect permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel est formé à la mise en oeuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.</p> Constats : <p>Le personnel a reçu une formation pour l'utilisation des extincteurs (4 personnes) et une formation de sauveteurs secouristes du travail (3 personnes), dispensées par les pompiers, respectivement les 22 novembre 2021 et 17 décembre 2021.</p> <p>Le contrôle des installations de désenfumage, des RIA et des extincteurs a été réalisé par la société SAPIAN, le 17 novembre 2021. Lors de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas encore du rapport de contrôle.</p> <p>Par contre, l'exploitant ne dispose pas d'indications concernant la présence de poteaux incendie à proximité de l'établissement.</p> <p>En cas d'incendie, des points d'activation manuelle de l'alarme sont disponibles dans les locaux pour les salariés. Par contre, en cas d'incendie en dehors des heures d'exploitation, il n'y a pas de report d'alarme ou de système d'alerte des pompiers.</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none">- transmettre le dernier rapport des contrôles des dispositifs de lutte contre l'incendie réalisés par SAPIAN,- justifier qu'il dispose d'appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que, d'autre part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60m³/h pendant une durée d'au moins deux heures,- justifier qu'il dispose d'un système permettant d'alerter les pompiers, notamment en cas d'incendie en dehors des heures d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.
Constats : L'eau utilisée est exclusivement issue du réseau public de distribution d'eau potable. L'exploitant doit justifier, sous 3 mois, par tout moyen à sa disposition (photographies et/ou notice technique) que le site est muni d'un dispositif évitant le retour d'eau polluée dans le réseau public de distribution d'eau potable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des volumes rejetés
Prescription contrôlée : La quantité d'eau rejetée est mesurée journallement ou, à défaut, évaluée à partir d'un bilan matière sur l'eau, tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.
Constats : Selon l'exploitant, les quantités d'eau rejetées et prélevées dans le réseau de distribution publique sont mesurées journallement mais aucun justificatif n'a été présenté. L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre les justificatifs adhoc, pour les 2 derniers mois d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation de déversement
Prescription contrôlée : Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que des analyses des eaux industrielles rejetées seraient réalisées par ECOLAB mais n'a pas été en mesure de présenter ces analyses. De même, il n'a pas été en mesure de confirmer qu'il dispose d'une autorisation de déversement dans le réseau public. L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre les deux derniers rapports d'analyses des eaux usées industrielles réalisées par ECOLAB et l'autorisation de déversement dans le réseau public.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.
Constats : Lors de l'inspection, cette prescription n'était pas respectée. L'exploitant doit faire réaliser (à défaut, transmettre un devis signé), sous 3 mois, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence, par une personne ou un organisme qualifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Bénéfice des droits acquis

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1
Thème(s) : Situation administrative, Antériorité-Rubrique 2910
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification. Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat.
Constats : L'établissement dispose d'une chaudière, fonctionnant au gaz naturel, d'une puissance de 1,250 MW. Par décret n° 2018-704 du 03/08/18, la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement ont été modifiées. Les installations de combustion de puissance comprise entre 1 MW et 2 MW, fonctionnant au gaz naturel, relèvent désormais du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 (Combustion). L'exploitant doit effectuer, sous 1 mois, une déclaration de bénéfice des droits acquis (Formulaire CERFA n° 15274*03) pour l'installation de combustion qu'il exploite, via le site internet : https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_15274.do
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I - Point 1.1.2
Thème(s) : Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle ". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ". Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : L'installation de combustion relève de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, au titre de la rubrique 2910 (Combustion). A ce titre, elle doit faire réaliser, sous 3 mois, un contrôle périodique de ses installations par un organisme agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

